

Madagascar : Survol hebdomadaire de presse francophone du 9 au 15 mai 2010, semaine 19

La crise politique

Marchandages tous azimuts pour la constitution d'un nouveau gouvernement de « salut public ». Les délais annoncés au retour de « Pretoria I » n'ont pas été tenus. Les tractations s'éternisent, alors que se rapproche la date fatidique d'un éventuel nouveau round de négociations à Pretoria, que la France et l'Afrique du Sud appellent de leurs vœux. Les 3 autres mouvances y sont favorables. Il n'est pas exclu que la communauté internationale (et la France) aient contribué à rendre l'exercice de remaniement ministériel encore plus délicat. Les forces armées agissent en sous-main, bien que leur implication directe ait été exclue, ce qui n'exclut aucunement une forte présence de militaires dans la nouvelle équipe gouvernementale. Les forces armées ont à gérer leurs dissensions internes et la « guerre des promotions » qui fait rage. Le corps des administrateurs civils entend ne pas se laisser imposer des ministres issus de l'armée. Les cadres et agents du Trésor dénoncent des « dérives » dans la gestion de l'argent public.

La presse note la démarche hésitante de la HAT, tiraillée entre la volonté de garder le contrôle du pouvoir et l'obligation de solliciter la reconnaissance internationale. Des pressions s'exercent en faveur d'un nouveau round de négociations et des médias militants « pro-TGV » seraient ouverts à des « solutions audacieuses » permettant à l'ancien président de rentrer au pays et d'être amnistié. La question de l'amnistie de Marc Ravalomanana constitue jusqu'ici la pierre d'achoppement majeure qui fait obstacle à la sortie de crise. Mais ce point de vue n'est pas partagé par la ministre de la Justice, qui déclare : « L'ère de l'impunité est révolue. [...] S'il rentre, la justice l'attend », faisant notamment allusion à l'affaire de la tuerie du 7 février 2009 et aux nombreux dossiers liés aux conflits d'intérêt entre le groupe Tiko et les affaires de l'Etat, ainsi qu'aux « spoliations » dont la population se dit victime.

Le « Mouvement des ecclésiastiques » se radicalise. Son 7^{ème} rassemblement de prière a donné lieu à des prises de position politiques très hostiles au pouvoir de Transition. Un pasteur allant jusqu'à déclarer : « le délai imparti par Jésus Christ à votre égard a pris fin, veuillez démissionner. [...] Ce pouvoir n'est pas de Dieu ». Un appel à la désobéissance civile a été lancé en direction de plusieurs corps de la fonction publique. Le mouvement exige toujours la libération des « prisonniers politiques » et le respect des droits humains. Une « grande tartufferie » pour certains médias qui condamnent le silence des ce mêmes pasteurs durant le précédent régime, en raison sans doute de la manne financière prodiguée par Marc Ravalomanana. Un mouvement qu'ils jugent téléguidé par le président déchu, qui reste vice-président de la FJKM.

Les partisans des 3 mouvances tentent d'occuper le terrain dans les régions mais ne font guère recette. Des velléités « fédéralistes » se font jour à nouveau, comme à chaque période troublée. Didier Ratsiraka et Zafy Albert, deux chefs de file côtiers, auraient pu se sentir mis sur la touche par la diplomatie française soucieuse de protéger son poulain « merina » tombeur de Marc Ravalomanana, réputé anti-français. La « réconciliation nationale » préalable à tout processus électoral demeure le leitmotiv de la mouvance Zafy.

La diplomatie française semble avoir tiré les conséquences de l'échec de son « lobbying » lors de la rencontre de Pretoria. Elle se déclare « opposée à toute solution unilatérale ». Elle tente de jouer la carte de la neutralité et de se ranger à nouveau aux côtés de la communauté internationale. Des émissaires de Jacob Zuma se sont rendus à Madagascar pour une visite exploratoire en vue d'un « Pretoria II ».

Le coup de théâtre du 12 mai : Andry Rajoelina annonce qu'il ne sera pas candidat à la présidentielle dont la date est fixée au 26 novembre. Une décision que Sobika mais sur le compte de la lassitude du chef de la Transition, placé dans une impasse. Cette annonce éclipse la question de la formation du gouvernement de salut public. Le président de la HAT confirme la tenue d'un « Dialogue national » à la fin du mois, avec pour objectif l'organisation d'un référendum constitutionnel le 12 août.

La France a réagi très favorablement et sur le champ à cette annonce. Le secrétaire d'Etat à la Coopération, Alain Joyandet, salut le « sens des responsabilités » d'Andry Rajoelina et promet le soutien de la France à l'organisation d'« élections libres et transparentes avant la fin de l'année 2010 ». Abdou Diouf, Secrétaire général de la Francophonie, salue les décisions prises par Andry Rajoelina et engage l'organisation à accompagner, par l'organisation d'élections crédibles et régulières, le rétablissement rapide de l'ordre constitutionnel.

L'annonce d'Andry Rajoelina rencontre le scepticisme de l'opposition et la place dans l'embarras. Les 3 mouvances ne sont pas convaincues de sa bonne foi et qualifient son calendrier électoral d'« *unilatéraliste* ». Elle juge que des problèmes importants, comme l'amnistie de Marc Ravalomanana, ne sont pas résolus par cette simple annonce et décide de boycotter le nouveau « *Dialogue national* ».

Le CCOC salue une décision conforme à la Charte de l'UA qui aurait dû être prise depuis plusieurs mois mais regrette la demi-mesure prise : Andry Rajoelina aurait du démissionner. Il insiste sur le fait que sa décision ne remet pas en cause le processus unilatéral en cours et ne règle pas la question de la réconciliation.

Andry Rajoelina annonce qu'il refuse la candidature des anciens présidents. Le Premier ministre Camille Vital aura la charge de conduire un nouveau gouvernement de techniciens. Les membres du gouvernement ayant l'intention de se présenter aux élections, devraient renoncer à leurs fonctions ministérielles. Considérant que la crise politique est désormais débloquée, il prône la fermeté vis-à-vis des manifestants : « *Les politiciens sont maintenant dans l'obligation de prouver leur popularité à travers des élections qui seront libres et transparentes* ».

Le retrait d'Andry Rajoelina pourrait offrir une opportunité à Pierrot Rajaonarivelo, ancien Premier ministre du régime Ratsiraka rallié à la HAT, ex-exilé politique de Marc Ravalomanana, fondateur du Mouvement pour la démocratie à Madagascar (MDM). Une alliance pourrait être conclue entre eux.

La « précipitation » de la France à déclarer son soutien au régime suscite de nombreuses critiques. Il lui est reproché principalement de faire cavalier seul et de ne pas avoir pris le temps de la concertation avec les autres partenaires de la communauté internationale engagés dans la recherche d'une solution à la crise. L'invitation de Madagascar au Sommet de Nice qui doit célébrer le 50^{ème} anniversaire des indépendances le 31 mai prochain, pourrait déboucher sur une reconnaissance officielle de la France. Le GTT International déclare : « *compte tenu de ses intérêts économiques, la France ne peut rester neutre dans ce processus de sortie de crise. Aussi, nous exigeons qu'elle en soit exclue* ».

Droits humains, gouvernance

Fusillade du 7 février 2009. La Chambre d'accusation aura à se prononcer sur le dossier le 17 mai. Le dossier de procédure transmis par le doyen des juges d'instruction au procureur général de la Cour d'Appel fait mention de 71 morts et de 698 blessés, d'après les inventaires établis par la Croix-Rouge Malagasy et les registres fournis par les établissements hospitaliers de la capitale. Les 19 personnes mises en examen sont passibles de la peine de mort. « *Reste à savoir si cette peine de mort est toujours applicable à Madagascar* », s'interroge *Midi*, qui s'inquiète « *de la précipitation avec laquelle on traite ce dossier* ». La presse ne fournit aucune précision sur la présence d'observateurs indépendants et ne revient pas sur la participation des défenseurs étrangers sollicités par l'association des victimes [William Bourdon et de Léa Forestier].

Actualité économique et sociale

L'UE confirme que le processus de sanctions est déjà enclenché et que la décision est imminente. Le nouveau chef de délégation de l'UE a fait remarquer que l'Europe avait déjà fait preuve de beaucoup de tolérance à l'égard de Madagascar en reportant les échéances pour donner une chance supplémentaire aux négociations. Une menace qui a pu influencer sur la décision d'Andry Rajoelina, acculé, à renoncer à se porter candidat à la présidentielle.

Prospection pétrolière. « Pourquoi s'empresse-t-on à vendre de nouveaux blocs ? » titre *Les Nouvelles*. Le quotidien estime que le régime de Transition n'a pas à contracter de nouveaux engagements et à prendre des décisions susceptibles d'engager le pays pour des dizaines d'années. Il redoute que des « *aventuriers* » ne saisissent l'opportunité de réaliser de « *bonnes affaires* ». Mieux vaudrait que le régime se préoccupe d'engager des négociations pour l'extension de son plateau continental.